

Paris, le 6 octobre 2026

JEUNESSE :

Casser ne construit aucun avenir. Négocier doit ouvrir des perspectives.

Familles de France appelle à refuser les violences et les dégradations, et à donner à la jeunesse une véritable place dans les décisions qui engagent son avenir. La colère mérite d'être entendue. Elle doit pouvoir déboucher sur une négociation et des engagements concrets.

Casser n'est jamais une solution efficace. Dégrader un commerce, une école, un équipement public ou un moyen de transport pénalise les familles, les salariés et les jeunes eux-mêmes. Cela détruit des ressources dont nous avons besoin et détourne l'attention des revendications. **Le droit de manifester et de contester doit être pleinement respecté ; les violences et les destructions ne peuvent être acceptées.**

Mais condamner la casse ne dispense personne d'écouter. **Nous ne pouvons pas demander à la jeunesse d'être responsable tout en la tenant à distance des choix qui détermineront sa vie.**

« Quel pays allez-vous nous laisser ? » Cette question, les jeunes sont en droit de nous la poser.

Quelle dette devront-ils supporter ? Quels emplois, quels logements, quelle industrie et quelle autonomie énergétique trouveront-ils ? Comment financeront-ils les retraites, la dépendance et l'accompagnement du handicap ? Quelles marges leur resteront pour construire leur propre avenir ?

Les générations adultes ont une responsabilité : **ne pas transmettre aux suivantes le coût de tous les arbitrages repoussés.** Réduire la dette ne peut cependant pas signifier sacrifier la formation, l'accès à l'emploi, au logement et à l'autonomie.

Une économie faite aujourd'hui aux dépens de la jeunesse peut devenir une lourde facture demain.

Pour Familles de France, **la négociation est la seule voie capable de transformer durablement la confrontation en solutions partagées.** Elle exige des interlocuteurs reconnus, des informations transparentes, des choix expliqués et des engagements suivis d'effets. Inviter les jeunes à parler sans leur permettre de peser sur les décisions ne suffit plus.

Nous demandons aux pouvoirs publics **d'associer réellement les organisations de jeunesse et les associations familiales aux décisions qui concernent l'avenir des nouvelles générations**, d'en évaluer les conséquences sur leur autonomie et de fixer des objectifs concrets pour l'accès à la formation, à l'emploi et au logement.

Nous serons attentifs aux mesures en direction de la jeunesse dans le PLFSS.

L'année passée, il y a eu une mesure votée pour reporter le supplément d'allocations familiales de 14 à 18 ans. **Nous demandons la réintégration de cette mesure à 14 ans.** Les étudiants doivent être aussi accompagnés sur le logement et l'entrée en école supérieure ou en BTS.

Aux jeunes, nous disons : votre avenir mérite votre mobilisation et vos arguments. Aux décideurs : ouvrez la négociation et acceptez qu'elle fasse évoluer vos choix.

La jeunesse doit pouvoir devenir la génération de l'investissement, de la responsabilité et d'une dette enfin maîtrisée. **À nous, ses aînés, de lui laisser les moyens d'agir.**

Pour être clair, nous ne pouvons laisser à nos enfants une dette qui hypothèque leur avenir, ni leur demander de croire en demain tout en réduisant leurs possibilités d'étudier, de travailler et de fonder une famille.

Pour Familles de France, **le redressement exige des choix budgétaires responsables, une solidarité juste et une politique familiale ambitieuse**, qui soutienne les parents et ouvre des perspectives concrètes aux jeunes.

Pour qu'ils ne cherchent pas d'issue auprès des extrêmes et des casseurs, **donnons-leur des raisons d'espérer et les moyens de construire leur avenir** : leur colère mérite d'être entendue, jamais instrumentalisée pour légitimer la violence.

Casser ferme des portes. Une négociation réelle doit les ouvrir.

Contacts presse :

Mireille Lachaud – Pôle Politique familiale | 06 16 58 69 92

Émilie Souplet – Pôle Éducation | 06 27 67 20 61